

## La Modernisation des Forces Armées

Eduardo Serra Rexach<sup>[a],\*</sup>

<sup>[a]</sup> Ancien Ministre de la Défense en Espagne, Espagne.  
\*Corresponding author.

Received 16 September 2014; accepted 28 December 2014  
Published online 26 January 2015

### Résumé

cet article présente un bref aperçu de l'histoire des Forces Armées espagnoles remarquant l'importance de l'institution militaire et son rôle dans l'histoire espagnole contemporaine. Depuis la mort de Franco il y a eu une tentative de canaliser le commandement des Forces Armées dans la voie démocratique et constitutionnelle, jouant un rôle essentiel dans ce sens le général Gutiérrez Mellado. Depuis 1981, deux mesures importantes dans le domaine militaire sont prises: la dite *Cause 2/81* pour la poursuite judiciaire des responsables de la tentative de coup d'Etat, et la demande d'adhésion de l'Espagne à l'OTAN, étape très importante qui déterminera l'avenir du pays et conduira à la modernisation des Forces Armées espagnoles, comparables, depuis, à celles du monde occidental. Après la victoire socialiste de 1982 le changement de position du PSOE fut clef: le gouvernement transforma habilement son anti-américanisme initial, ce qui permit l'accès du pays à l'OTAN après le référendum de 1986, modifia profondément l'armée, et élimina les tensions militaires. La dernière étape du processus de modernisation fut menée par le gouvernement Aznar, qui réussit la professionnalisation des Forces Armées et l'intégration de l'Espagne dans la structure militaire de l'OTAN.

**Mots-clés:** l'Espagne; l'Armée; les Forces Armées; la modernisation; le général Gutiérrez Mellado; le Roi

Rexach, E. S. (2015). La Modernisation des Forces Armées. *Canadian Social Science*, 11(1), 235-239. Available from: <http://www.cscanada.net/index.php/css/article/view/5546>  
DOI: <http://dx.doi.org/10.3968/5546>

La raison d'être des Forces Armées, en Espagne et dans n'importe quel pays est la protection des valeurs

constitutionnelles et des intérêts nationaux contre l'ennemi. Il est entendu que l'ennemi est, par définition, de l'extérieur. L'Espagne est le premier pays européen à être devenu un État-nation moderne à la fin du XVe siècle, qui a organisé très tôt ses armées (les premières ordonnances militaires datent de 1505) et possède, depuis lors et même avant, probablement la meilleure histoire militaire de l'Europe. La Flandres et l'Italie sont les premières étapes d'une nouvelle façon de lutter qui s'est révélée extrêmement efficace et qui étonne les autres armées. Cependant, à Rocroi (1643), cette réputation et avec elle, celle de l'Espagne, commence à souffrir un long déclin qui, avec quelques tentatives de récupération, a perduré jusqu'à nos jours. L'Espagne, qui avait dominé le monde, se renferme sur elle-même, blessée et mal à l'aise, brouillée dans d'innombrables conflits civils et guerres coloniales qui ruinent le pays et sapent sa propre confiance. Antonio Machado, s'adressant à la Castille, décrit probablement mieux que personne cet état d'esprit:

*Castille misérable,  
hier dominatrice  
drapée dans ses haillons  
méprise tout ce qu'elle ignore.*

Il n'est pas étonnant que dans ce contexte, l'armée ait été utilisée à plusieurs reprises pour faire des virages plus ou moins radicaux de la situation politique en question; dont le point culminant fut la terrible Guerre Civile 1936-1939, précédée par une série de campagnes (les guerres en Afrique) dans lesquelles notre armée s'en tire mal, malgré l'héroïsme singulier et collectif.

Après quarante ans de dictature, en 1975 commence une période qui, sous le frontispice de la réconciliation nationale, semble répondre à l'avenir avec une énergie renouvelée. En effet, la Constitution de 1978, la première inspirée par consensus, a inauguré une période de paix,

de liberté et de prospérité (cette dernière a commencé dès 1959 avec le Plan de stabilisation) qui semble incarner l'Espagne définitivement sur la voie de la modernité. Cette période de monarchie constitutionnelle a conduit le plus grand changement en Europe dans la seconde moitié du XXe siècle jusqu'à la chute du mur de Berlin en 1989, période connue sous le nom de «transition démocratique». En effet, dans une période extraordinairement courte, l'Espagne va passer d'être un pays isolé, pauvre, agricole, rural et sous une dictature, à être un pays complètement inséré dans le contexte international, riche, urbain, industriel et de services, et à profiter d'une démocratie qui, tout en étant certainement perfectible, devrait assurer la stabilité à long terme.

Je me souviens du professeur Raymond Carr qui, dans le début des années 80, me montrait son scepticisme quant à la possibilité de l'Espagne de réussir à surmonter ses deux grands problèmes séculaires, régional et militaire. C'était le temps, rappelez-vous, de la particulière virulence terroriste de l'E.T.A. et des inquiétudes militaires qui avaient vu le jour dans la tentative du coup d'État du 23 Février 1981.

Cependant, peu de temps après, en 1986, lors d'une réception à l'ambassade d'Espagne à Londres, il m'a montré son étonnement face à l'attitude défaitiste des espagnols quand, à son avis, on avait accompli le tour de force de surmonter ces deux problèmes traditionnels, en particulier - remarquait-il - le militaire; à l'autre, au problème régional, a-t-il dit, «vous avez donné une solution, ou plutôt un moyen de s'en sortir: les communautés autonomes», dont lui doutait si c'était la meilleure solution, mais au moins c'était un moyen de s'en sortir. On entendait par « problème militaire » l'incapacité de l'armée espagnole à accepter un régime démocratique avec toutes ses conséquences; mais cette tentative de coup d'État n'a pas seulement échoué (car la grande majorité de l'armée ne l'a pas soutenu, restant fidèle à la Constitution et ses institutions) mais a agi comme une sorte de vaccin face aux futures et hypothétiques tentatives; ce qui, combiné avec le changement socio-économique opéré en Espagne, dont la classe moyenne a considérablement augmenté (passant d'environ 17% pendant les années 30, à 75% à la fin de la dictature) et a conduit ainsi à la modération aux urnes, faisant impensable un nouveau coup d'État militaire.

Le but de cette longue introduction est d'encadrer l'importance de l'institution militaire et son rôle dans l'histoire espagnole contemporaine afin de comprendre dans son ampleur la signification du processus de modernisation. La modernisation de nos Forces Armées équivalait donc à les soumettre clairement au pouvoir civil, comme cela arrivait - et arrive encore - dans les pays développés et à limiter sa performance aux fonctions strictement militaires, liées à la fois à la politique étrangère et les séparant de façon claire et nette des vicissitudes des politiques internes, quels qu'elles

fussent. Le procédé unique de la modernisation des Forces Armées ne pourrait pas être bien compris sans remarquer que l'armée possède, dans une beaucoup plus grande mesure que d'autres groupes sociaux, des qualités telles que l'esprit de service, l'amour du pays et la foi dans l'avenir de la nation, et aussi un certain renoncement aux propres ambitions pour favoriser les ambitions collectives, ce qu'on pourrait appeler l'autosacrifice.

Ainsi, en 1975, nous trouvons des Forces Armées clairement surdimensionnées (environ un demi-million de personnes), pauvrement dotées d'un matériel presque obsolète, qui exercent de nombreuses fonctions, dont la plus part sont développées par des civils, dans des pays de notre entourage. Il s'ensuit logiquement qu'à cette époque, l'Espagne était encore un pays relativement isolé, puisque, même si sociale et économiquement nous étions complètement ouverts (touristes, immigrants, balance commerciale, etc.), du point de vue politique nous étions encore sensiblement isolés (UE, OTAN, etc.) donc pratiquement sans raison d'être à l'extérieur: au-delà de nos possessions extérieures en Afrique, l'armée occupait des fonctions qui ne correspondent pas aux Forces Armées, mais plutôt à l'ordre public.

En outre, la plupart de nos militaires, comme beaucoup d'autres espagnols de l'époque, sentaient bien le régime de Franco (un militaire) qui avait gagné la Guerre Civile, et « avait sauvé l'Espagne de la tyrannie communiste »; par conséquent, à la mort de Franco l'impression majoritaire était d'incertitude sur l'avenir, mais aussi de crainte qu'un régime qui, sous l'avis de la majorité avait été extrêmement positif pour l'Espagne, fut démantelé. La seule garantie pour eux était le Roi (également militaire) Juan Carlos; sa principale préoccupation était la rupture de l'unité du pays, donc l'article 8 de la Constitution de 1978 était un grand réconfort pour eux, car il donne aux Forces Armées, entre autres, la mission de défendre l'intégrité de l'Espagne; méfiants également de l'ingérence des partis politiques, les militaires furent rassurés du fait que le texte constitutionnel accorde au Roi le commandement suprême des Forces Armées.

Pour tout ce qui précède, la première étape de notre vie politique après la mort de Franco (1975-1981) est dominée par les tensions militaires provoquées par les premières mesures de toute sorte prises pour la normalisation de nos institutions démocratiques. Le plus important de toutes, celle qui a créé le plus de tension, fut la reconnaissance du Parti Communiste d'Espagne à Pâques de 1977, mais aussi les manifestations séparatistes de signes différents, qui comprenaient le retrait, et même la brûlure des drapeaux espagnols et de nombreuses expressions contre l'unité de l'Espagne. Cette étape a un caractère essentiel: le général Gutiérrez Mellado, qui s'engage à conduire les hauts dirigeants des Forces Armées dans la voie démocratique et

constitutionnelle. En effet, le général Gutiérrez Mellado, suivi peu après par Agustín Rodríguez Sahagún (en 1979, le premier ministre civil de la Défense depuis l'époque de la Deuxième République), entreprend les premières et donc plus difficiles réformes qui compromettent le statut d'autonomie relative et les idées et les préoccupations de la majorité de nos militaires : la Loi Organique sur les Critères de Base de la Défense National, les Nouvelles Ordonnances pour les Forces Armées<sup>1</sup>, la création du Ministère de la Défense en 1977, remplaçant les trois anciens ministères militaires et à l'intérieur de ce Ministère, les nouveaux Services d'Intelligence (CESID) sur la base de l'ancien SECED, mais excluant la responsabilité de la politique intérieure, à l'exception de l'involution et le terrorisme, etc. Le tout dans un climat d'incompréhension généralisée de la part de leurs camarades, dont certains accomplissent des actes d'ostentatoire indiscipline militaire qui nécessitent une bonne réprimande. La forte crise économique, les tensions dans les régions autonomes nouvellement créées et, en particulier, le nombre et la gravité des actes de terrorisme perpétrés par l'E.T.A., conduisent à une atmosphère irrespirable qui explose dans la tentative précitée du 23 Février 1981.

Bien que nous manquions actuellement de recul historique, à mon avis, le travail du général Gutiérrez Mellado n'a pas été suffisamment reconnu: lui et sa petite équipe ont été en mesure non seulement de faire face à l'incompréhension et le rejet de beaucoup de militaires, mais ils ont jeté les bases de ce qui constitue aujourd'hui les Forces Armées d'une démocratie pleinement intégrée dans le monde occidental.

L'image du général Gutiérrez Mellado essayant de tenir dans la Chambre des Députés le coup d'assaut du lieutenant-colonel Tejero, restera toujours comme la meilleure représentation de la victoire finale du pouvoir légitime dans la monarchie du Roi Juan Carlos, qui a joué d'ailleurs un rôle essentiel dans cet important épisode: le fait que la Constitution accorde au Roi le commandement supérieur des Forces Armées uni à l'automatisation de la discipline militaire, a fait que la position ferme du Roi en faveur du pouvoir civil retransmise en direct aux caméras de télévision, constitue la cause principale de la défaite des conspirateurs. Grâce à cela, le Roi a consolidé de manière indélébile sa figure, il a obtenu la reconnaissance des nationaux et des étrangers, il a fait voir, peut-être pour la première fois, la sagesse d'avoir choisi la monarchie comme forme de gouvernement pour la meilleure garantie de la puissance civile.

Pendant la deuxième étape, le gouvernement Calvo Sotelo et son ministre de la Défense Alberto Oliart ont joué le rôle principal, bref mais intense: elle se concentre sur la dite *Cause 2/81* de la poursuite des

responsables de la tentative de coup d'Etat; contre tout pronostic il fut possible mettre fin au procès et établir des condamnations avec des doses suffisantes de justice et d'habileté pour ne pas avoir des mouvements contre l'arrêt. Tout importante que fut la *Cause 2/81*, elle ne supposa pas l'épuisement de la tâche du gouvernement Calvo Sotelo dans le domaine militaire : au contraire, l'action transcendantale a été prise à ce moment, certainement le plus important fut la décision (en mai, 1981) d'intégrer l'Espagne dans l'Alliance Atlantique, ce qui situa le pays de façon définitive dans le monde occidental, loin de caprices tiers-mondistes encore nichant dans l'esprit de certains; cette décision capitale ne détermine pas seulement l'avenir de l'Espagne, la plaçant en Occident, mais représente une étape extrêmement importante de la modernisation des Forces Armées; à partir de ce moment, nos Forces Armées laissent leurs portes grandes ouvertes à l'extérieur et commencent à interagir pleinement avec les armées des autres nations alliées. Avant cela, en particulier la Marine avec la Force aérienne avaient l'habitude de collaborer dans des exercices; ce qui non seulement enrichit professionnellement les armées, mais aussi les fait voir de très près quel est le rapport des Forces Armées alliées avec leurs gouvernements respectifs; ils peuvent ainsi observer à quel point l'institution est loin des putschs militaires, et vérifier aussi comment dans d'autres pays, les militaires de leur condition dépendent entièrement des respectifs gouvernements démocratiques, gouvernements de très différente orientation politique.

Une autre importante réalisation est l'adoption des dispositions de la Loi de Dotation sur le Budget des Forces Armées (*loi 44/82 du 7 Juillet*), que beaucoup ont voulu voir comme un prix de consolation pour l'armée, mais qui était surtout une mesure de modernisation, dans la mesure où elle a permis d'utiliser des outils de planification et des achats jusqu'à alors méconnus. L'étape du binôme Calvo Sotelo-Oliart, es donc un stade, court mais transcendantal dans notre processus qui, à mon avis, n'a pas été suffisamment reconnu. Cette loi de Dotations a permis nos Forces Armées de commencer l'acquisition des équipements modernes dans les trois armées ; il y eut une couverture médiatique spéciale lors de l'acquisition de soixante-douze F18 combattants, de sorte que notre armée de l'air a été mise au niveau des meilleures du monde, bien que sur une très petite échelle; décision prise par le dernier gouvernement de l'UCD en Mars 1979, confirmée et mise en œuvre par le premier gouvernement du PSOE.

La troisième étape commence avec la victoire des socialistes en octobre 1982 et l'inauguration du gouvernement le mois de décembre suivant. La campagne électorale socialiste tournait autour du slogan «L'OTAN aucune entrée maintenant» slogan singulièrement intelligent par son ambiguïté, qui se prêtait à diverses interprétations, dont l'une pourrait être «aucune entrée

<sup>1</sup> Ley 85/1978, de 28 de diciembre, de Reales Ordenanzas para las Fuerzas Armadas. (Vigente hasta el 1 de octubre de 2011).

maintenant... mais si nous sommes convaincus peut être plus tard, oui»; la victoire socialiste souleva naturellement des doutes dans certaines capitales alliées, notamment Washington, ce qui provoqua le défilé dans Madrid d'importants leaders de l'Alliance, y compris le secrétaire à la Défense des Etats-Unis. Il fut bientôt possible de constater que la négative de l'Alliance était en réalité provisoire; le gel de la position de l'Espagne, sans entrer dans la structure militaire et donc, semblable à la position de la France, devait être soumise à examen, et ensuite soumise à référendum. La vérité est que le binôme Felipe González - Narcís Serra surpassa habilement l'obstacle de l'anti-américanisme (auparavant alimenté, paradoxalement, par le mécanisme du PSOE); cette ambiguïté liée à la réduction de la présence des troupes américaines en Espagne, a généré de nombreux inconvénients pour les deux parties. (Si «par leurs fruits vous les reconnaitrez» la décision de rejoindre l'Alliance adoptée par Calvo Sotelo et confirmée après référendum par Felipe Gonzalez le 12 Mars 1986, fut un succès total); aujourd'hui, trente ans plus tard, personne ne conteste la sagesse de cette décision qui certainement situa, comme indiqué, l'Espagne en Occident.

En outre, le duo précité Felipe González - Narcís Serra exécuta avec précision d'horloger le démontage de la dite puissance militaire, non seulement grâce à une réduction progressive et substantielle des troupes, mais aussi à travers d'importants changements dans le déploiement territorial, notamment une baisse des capitaineries générales. On mit fin à l'autonomie de la justice militaire à travers la création d'une chambre spéciale (de l'Armée) dans la Cour suprême, qui a fermé la voûte de la juridiction militaire. De même, l'enseignement a été profondément modifié. Mais surtout la suprématie de la puissance dite civile fut consolidée par le renforcement du Ministère de la Défense (qui comprenait un nouveau siège), dirigé par une majorité de civils, ce qui conduisit à une perte progressive de valeur du Conseil des Chefs de l'État-Major, qui eut désormais un caractère exclusivement consultatif; et des mesures sans fin, qui, comme on dit, misent terme une fois pour toutes, à «l'autonomie» militaire. Il serait injuste clore cette étape sans mentionner les importantes mesures prises par l'institution militaire, comme la correspondance des salaires avec les fonctionnaires civils, ainsi qu'une mise à jour du matériel, une augmentation substantielle des dépenses en R&D et le début de programmes de coopération internationale en matière d'armement, parmi lesquels peuvent être cités l'Eurofighter, et qui ont servi comme un contrepoint à toutes les mesures mentionnées ci-dessus. Il est également intéressant de noter la participation de plus en plus fréquente de l'Espagne dans les opérations de paix internationales. L'arrivée de García Vargas au Ministère a représenté à cet égard, un baume pour les tensions

causées par ce processus de démontage, étant considéré par les militaires comme l'un des meilleurs ministres de la Défense de la Démocratie.

La dernière étape du processus de modernisation, en dépit d'autres nouvelles adaptations et mises à jour, a été réalisée par le gouvernement de José María Aznar, où il est juste souligner deux moments uniques: la professionnalisation de l'armée et de la Marine, provoquée par la suspension du service militaire obligatoire (décision mise en place pendant le second mandat de Aznar, sous la direction du ministre de la Défense, Trillo) et l'intégration dans la structure militaire de l'OTAN, qui a ouvert la voie à la pleine participation et la coopération au sein de l'Alliance sans réserves ni restrictions. Une nouvelle Loi de régime du personnel militaire et d'importants programmes d'acquisition complètent le tableau de cette phase, dans laquelle ont continué à se dérouler en plus grand nombre des participations dans des opérations internationales de paix.

Je finis ici ce bref exposé sur le processus de modernisation; bien que plus tard des mesures de grande importance ont été adoptées pour les militaires, je crois que c'étaient des mesures appliquées sur des Forces Armées totalement modernes et modernisées dans lesquelles désormais s'étaient incorporées les femmes. En effet, la pleine intégration dans l'OTAN mis fin au processus d'incorporation: nos Forces Armées restèrent insérées dans l'OTAN définitivement jouissant du respect et de la reconnaissance générale; quant à la suppression du service militaire obligatoire, bien que cela produit des effets négatifs -singulièrement la diminution du sentiment d'identité nationale-, l'Espagne s'est mis au même niveau que les pays voisins qui, tôt ou tard, l'ont supprimé.

Deux notes finales sur le processus de modernisation.

La première est que le dit processus a agi comme un baume sur les tensions militaires mentionnées, baume qui a permis une meilleure et plus heureuse coopération entre civils et militaires; de même, la même modernisation a joué un extraordinaire rôle de lubrifiant de nos relations avec les alliés une fois atteinte l'incorporation dans la structure militaire, étant le cas (ex-Yougoslavie) que les troupes espagnoles étaient les seuls alliés qui complétaient certaines missions combinées avec les américains.

La deuxième est que le processus n'aurait pas été possible sans un large consensus; pendant cette période de temps et avec des gouvernements de signe différent, la politique de défense a toujours été considérée comme une politique d'Etat; mis appart quelques petites différences, dans ce domaine il y eu était beaucoup plus en commun entre les différents gouvernements que de différences.

Ainsi donc, dans environ un tiers de siècle, les Forces Armées espagnoles ont mis en place un changement dans

leur taille, leur structure et leurs méthodes sans précédent dans notre histoire; elles ont fait cela avec une discipline digne d'admiration, qui leur a rapporté la reconnaissance et la compréhension de la société espagnole; alors que la culture de défense est loin d'être pleinement développée, la vérité est que dans les sondages d'opinion, nos Forces Armées sont l'une des institutions les plus appréciées par les citoyens, et ce qui est encore plus important, ce sont des Forces Armées qui, par leur comportement irréprochable dans les interventions internationales dans

lesquelles elles ont participé, sont objet du plus grand respect des armées alliées.

---

## BIBLIOGRAPHIE

---

- Seco Serrano, C. (1984). *Militarismo y civilismo en la España Contemporánea*. Madrid, Instituto de Estudios Económicos.
- Orgánica, L. (1980, June). *de 1 de julio, por la que se regulan los Criterios Básicos de la Defensa*. Nacional y la Organización Militar.